

J-3 ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE DE RENTREE

**Vendredi 28 août 2015 de 8h30 à 13h
A Neuville-les-Dieppe**

Cher(e) Camarade,

Seulement quelques jours nous séparent de notre Assemblée départementale de rentrée.

A ce jour, c'est **151 inscrits**. (Inscription à l'UD).

Il s'agit d'un moment important pour préparer la rentrée sociale qui s'annonce. De nombreuses initiatives et réunions sont d'ores et déjà programmées.

- **Le 31 août à 17h**, commémoration de la libération de Rouen à la maison CGT.
- **Le 7 septembre** : réunion de la commission exécutive de l'UD.

➤ **Le 9 septembre : meeting confédéral de rentrée à Paris.**

2 cars sont réservés au départ du Havre (RDV 9h à Franklin) et de Rouen (RDV 10h à la maison CGT). Pensez à vous inscrire (PAF 10€).

- **Le 14 septembre à 14h** : réunion UD-UL-UP à EU.
- **Le 23 septembre** : Journée d'étude sur le droit de grève et les libertés syndicales et rassemblement au TGI de Rouen.

Le 8 octobre : Journée de grève et de manifestations à l'appel de la CGT, Solidaires et la FSU.

SOMMAIRE :

- Page 2 : L'actu des luttres
- ✓ Les syndicats s'expriment
- Page 3 & 4 :
- ✓ Journée d'action sur les libertés syndicales
 - ✓ 8 octobre : journée de mobilisation interpro



De nombreux [fascicules](#) sont à la disposition des syndicats. Vous pouvez les récupérer à la Maison CGT.

« L'info Luttres »
C'est votre hebdomadaire, c'est notre lien.
N'hésitez à nous faire parvenir vos envies, vos informations, vos témoignages... « Info luttres », c'est votre journal !
Contact : ud76@cgt.fr

Les syndicats s'expriment

L'Union départementale CGT de Seine-Maritime prépare l'Assemblée de rentrée des syndicats qui se tiendra à Neuville le 28 août.

Pour préparer et « amorcer » la discussion, l'Espace revendicatif de l'UD a proposé de « prendre le pouls » de plusieurs syndicats. Pour conclure ce rendez-vous, l'Info luttes donne la parole à Bruno VENUAT, secrétaire de la FAPT 76.

Quelles sont les revendications sur lesquelles le syndicat intervient en ce moment ?

De nombreuses batailles sont menées dans tout le département tant à La Poste, qu'à Orange, les deux entreprises historiques de notre champ fédéral. Même si le mois d'août est plus calme en termes de restructurations, l'activité militante ne cesse jamais aux vues des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Le syndicat s'implique notamment dans la lutte contre la précarité, et a dans la période estivale réussi à faire requalifier 5 CDD en CDI. C'est un combat que nous menons depuis plusieurs années et qui n'est pas vain puisque plus de 70 collègues ont réussi à sortir de la précarité en obtenant un CDI à La Poste. Non sans diminuer le recours aux contrats précaires, la distribution du courrier continue d'être frappée par la casse de l'emploi incessante menée par La Poste (dont l'unique actionnaire est l'état). Aucun centre de distribution n'est épargné sur notre département, et malgré des bénéfices bien au-delà de ceux escomptés pour le premier semestre (plus de 420 Millions d'euros), l'appétit capitaliste de l'état se fait sur le dos notamment des facteurs.

Les militants du Réseau (les bureaux de Poste) luttent continuellement contre le désengagement de La Poste au profit des communes sur le maintien des bureaux et des horaires d'ouverture de plus en plus restreints au prétexte d'une moindre fréquentation.

Les militants du centre financier luttent également contre la fermeture de plusieurs services et la mutualisation des activités. Déjà deux journées de grèves ont été faites au mois de juin, un cahier revendicatif a été monté durant l'été et d'autres actions sont prévues à la rentrée.

Les militants d'Orange, avec les syndiqués et les salariés, ont monté durant l'été une plateforme revendicative et s'investissent pleinement sur le projet de fermeture du service de publiphonie situé au Havre (service en charge de la gestion du parc de cabine téléphonique). Une nouvelle remise en cause du droit à la communication pour tous.

L'ensemble des militants s'est engagé durant l'été sur la campagne de revalorisation des salaires et des pensions, une des priorités pour les syndiqués et les salariés.

Comment tu vois la rentrée ?

La rentrée se profile en parfaite continuité des actions entreprises avant et pendant l'été avec un temps fort dans la semaine du 14 au 19 septembre à La Poste. Un appel intersyndical national (CGT, FO, SUD) avec différentes actions durant la semaine et au moins une journée de grève pendant la période.

La rentrée doit être agressive contre les coups portés à l'encontre de la classe ouvrière, et progressive pour conquérir de nouveaux droits. La période n'est certes pas facile, les attaques contre les militants syndicaux sont légion mais au contraire de la volonté patronale de nous affaiblir, cela nous renforce dans notre combat.

En tant que secrétaire de la FAPT, je reste optimiste quant à notre pouvoir à mobiliser et lutter. Nous sommes le seul moteur de la lutte et devons être à la hauteur des enjeux.

**JOURNEE D'ETUDE :
LIBERTES SYNDICALES, DROIT DE GREVE, DE
MANIFESTATION :
COMMENT SE PROTEGER DE LA REPRESSION PATRONALE ET
POLICIERE ?**

MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2015 de 8h30 à 16h30

à la Maison CGT - 26 avenue Jean Rondeaux à ROUEN

Le 23 septembre 2015, la confédération organise une initiative nationale pour les libertés syndicales. Ce même jour, cinq militants d'ERDF-GRDF comparaîtront au tribunal correctionnel de Paris pour avoir participé à un rassemblement de soutien à une mère célibataire menacée de licenciement.

La CGT demandera une audience au ministère de la Justice, pour porter les exigences de la CGT :

- Le vote de la loi d'amnistie pour tous les militants syndicalistes et associatifs de ne pas donner de suites judiciaires aux tentatives patronales de criminaliser de l'action syndicales
- De renforcer la protection des militants syndicaux, agissant dans l'intérêt général des salariés dans le cadre d'actions collectives, en modifiant d'une part le Code Pénal et d'autre part, en supprimant le prélèvement d'ADN de tous les militants.

Concernant notre département, les camarades de l'énergie organiseront une montée sur Paris. Pendant ce temps, pour répondre à la demande de nombreux camarades, nous organiserons une initiative locale qui ne s'oppose pas à la montée à Paris des camarades de l'énergie voir d'autres syndicats. Cette initiative prendra la forme suivante :

- De 9h à 16h, Journée d'étude sur le thème de la répression patronale et policière.

**A 16h30, Rassemblement et Conférence de presse
devant le Palais de justice de Rouen.**

Lors cette journée nous aborderons les thèmes suivants :

- Le droit de grève (Secteur Privé et public - préavis - service minimum - réquisition - lockout - le remplacement des grévistes...)
- Les formes de grèves (grèves tournantes - grève perlé- piquets de grève - occupation des locaux - blocage des accès - la séquestration...)
- Les écrits syndicaux sur le mouvement de grève
- Le risque de sanctions pour les salariés et les représentants du personnel
- L'expulsion des grévistes (procédures de référé au TGI...)
- L'organisation des manifestations
- Les rapports avec les différents services de Police
- Que faire en cas d'interpellation, de garde à vue ?

Le repas sera pris en commun contre une participation de 8€.

Mobilisation interprofessionnelle le 08 octobre 2015

CGT, FSU, Solidaires appellent à une nouvelle journée de mobilisation

Durant toute cette année, les salariées et retraité-es se sont mobilisé-es à plusieurs reprises dans les secteurs professionnels et au plan interprofessionnel pour exprimer leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.



Ces dernières semaines encore, des mobilisations, souvent unitaires, ont été menées par les salarié-es et les retraité-es, exigeant leur juste dûs, autour de luttes sur les salaires et pensions.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de nouveaux droits (retraites, protection sociale, garanties collectives), le développement des services publics et la relance industrielle.

Cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.

Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-es.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires convient toutes les organisations syndicales et les organisations de jeunesse pour une réunion fin août afin d'échanger sur l'analyse de la situation sociale, économique et politique et d'évaluer les champs sur lesquels

des initiatives communes pourraient être envisagées.

Dans un contexte où les inégalités se creusent et où la précarité se développe, elles réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible.

Dès à présent, elles invitent les salarié-es et retraité-es à amplifier la mobilisation autour d'une plateforme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires
- Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques
- Conforter et promouvoir les services publics

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les salarié-es à en débattre pour construire une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre prochain.